




Mission régionale d'autorité environnementale  
**Auvergne-Rhône-Alpes**

Envoyé en préfecture le 11/09/2025  
Reçu en préfecture le 11/09/2025  
Publié le   
ID : 074-217400407-20250908-2025\_48-DE

**Avis conforme de la mission régionale d'autorité  
environnementale sur la modification simplifiée n°2 du plan local  
d'urbanisme (PLU) de la commune de Bonne (74)**

**Avis n° 2025-ARA-AC-3939**

**Avis conforme délibéré le 2 septembre 2025**

## **Avis conforme rendu en application du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme**

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), qui en a délibéré le 2 septembre 2025 sous la coordination de Jean-Pierre Lestoille, en application de sa décision du 24 septembre 2024 portant exercice de la délégation prévue à l'article 18 du décret du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Igedd modifié par l'article 5 du décret n° 2023-504 du 22 juin 2023, Jean-Pierre Lestoille attestant qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis conforme.

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable modifié par le décret n° 2023-504 du 22 juin 2023 ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant approbation du règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 9 février 2023, 4 avril 2023, 19 juillet 2023, 22 février 2024, 6 juin 2024, 29 août 2024, 20 septembre 2024, 3 décembre 2024 et 10 avril 2025 ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes (ARA) adopté le 13 octobre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu la demande d'avis enregistrée sous le n°2025-ARA-AC-3939, présentée le 2 juillet 2025 par la commune de Bonne, relative à la modification simplifiée n°2 de son plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 7 août 2025 ;

Vu la contribution de la direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes en date du 18 juillet 2025 ;

**Considérant** que la commune de Bonne (Haute-Savoie) compte 3 268 habitants sur une superficie de 8,6 km<sup>2</sup> (données Insee 2022), elle fait partie de la communauté d'agglomération d'Annemasse les Voirons, est couverte par le schéma de cohérence territoriale (Scot) du même nom dont l'armature territoriale la qualifie de bourg, elle est concernée par un arrêté n°13-403 du 20 décembre 2013 du préfet de région

Rhône-Alpes délimitant des zones de présomption de prescriptions archéologiques qui a valeur de servitude d'utilité publique et doit être annexé au PLU ;

**Considérant** que la modification simplifiée n°2 du PLU a pour objet de :

- modifier l'orientation d'aménagement et de programmation (OAP) du secteur d'Orlyé (zone 1AUc1, 1,7 ha, 37 logements) pour : :
  - préciser que la tranche B n'est plus prioritaire, les trois tranches A, B et C peuvent être réalisées sans ordre de priorité ;
  - augmenter le nombre de logements (passe de 37 à 44) et la densité (passe de 22 à 26 logements/ha) ;
  - modifier les accès : l'accès à la tranche B s'effectue depuis la route de la Chamiaz, l'accès à la tranche A s'effectue depuis la tranche B, une desserte secondaire peut être prévue pour la tranche C par le chemin communal de la « *Vi du Cri* » ;
  - modifier les caractéristiques des constructions : supprimer la prescription d'un caractère horizontal de l'habitat collectif et ajouter une possibilité de quelques poches d'habitat individuel ;
- modifier le règlement graphique pour :
  - réduire et déplacer l'emplacement réservé n°6 pour la création d'un cheminement piéton débouchant sur la RD 907 vers l'ouest ;
  - ajouter un emplacement réservé n°59 pour une mobilité douce entre les établissements scolaires et reclasser sur son emprise la zone Ub en Ue (environ 1370 m²) ;
  - ajuster le linéaire de diversité commerciale sur la rue du Fer à Cheval/Avenue du Léman ;
- modifier le règlement écrit notamment pour :
  - actualiser le lexique ;
  - s'agissant des occupations et utilisations de sol soumises à conditions particulières, reformuler la règle de préservation de la diversité commerciale (remplacement des mots « *dans le secteur* » par les mots « *au droit du linéaire* ») ;
  - s'agissant de la desserte par les réseaux, actualiser les règles relatives aux ordures ménagères (renvoi au règlement intercommunal de collecte des déchets de la communauté d'agglomération Annemasse agglo) ;
  - s'agissant de l'emprise au sol, dans la zone 1AUc1 (OAP des Grandes Vignes et OAP d'Orlyé), augmenter l'emprise au sol (passe de 0,15 à 0,18) ;
  - s'agissant de l'aspect extérieur :
    - (zones UA, UB, UC, Uxc, A et N) interdire les murs borgnes dans les zones situées le long de l'avenue du Léman, de l'avenue du Fer à Cheval et de l'avenue du Faucigny afin d'éviter les panneaux publicitaires sur les façades ;
    - (zone UA) augmenter la pente des rampes d'accès des garages en sous-sol (passe de 12 à 15%) ;
    - (zone 1AU) limiter la pente des rampes d'accès des garages en sous-sol à 15 % dans la zone 1AUc2 de Sous Malan ;
  - s'agissant de l'implantation des annexes par rapport aux limites séparatrices, supprimer l'encadrement de l'implantation des annexes dans la zone Ue ; suppression des conditions de longueur de façade maximale (8m) pour l'implantation en limite de parcelle dans la zone Ue ;

- s'agissant du stationnement :
  - (zone UA) interdire les stationnements en sous-sol dans les secteurs de présomption archéologique ;
  - (zones UA, UB, UC, UC) supprimer la prescription de 2 places par classe (pour les établissements d'enseignement du 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés) ;
- dans zones A et N :
  - encadrer les extensions de bâtiments à usage d'habitation existants en cohérence avec doctrine de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
  - rectifier une erreur matérielle (suppression de la mention d'un secteur Av) ;

**Considérant** que l'évolution projetée du PLU n'apparaît pas susceptible d'effets négatifs notables sur l'environnement, notamment le patrimoine culturel archéologique ;

**Concluant** qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date du présent avis, le projet de modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bonne (74) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

#### **Rend l'avis qui suit :**

La modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Bonne (74) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

Conformément aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme, au vu du présent avis, il revient à la personne publique responsable du projet de modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de prendre la décision à ce sujet et d'en assurer la publication.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour la mission régionale d'autorité  
environnementale Auvergne-Rhône-  
Alpes et par délégation,  
son membre

Jean-Pierre Lestoille